



L'échec des dirigeants d'Issoire et du réformisme

Issoire, le 15 Octobre 2018.

Dans son FLASH du 11 Octobre la direction d'Issoire n'a fait aucun commentaire sur les résultats des élections du CSE.

Nous les en excusons : leurs favoris n'étaient pas au rendez-vous attendu.

Au moment des résultats du vote électronique, vu la tête de notre DRH et des RRH de secteurs, on aurait pu croire qu'ils avaient attrapé la **gastro-cégétiste**. Aucun docteur ne pourra les soigner car cette maladie est incurable.

La pauvre RRH qui avait la charge de présenter les résultats, en tremblait, nos noms lui brûlaient les doigts.

La CGT redevient la première organisation syndicale du site Constellium Issoire.

***Si c'est un revers pour nos dirigeants et leur politique,
c'est une grande victoire pour le personnel, la victoire du collectif face à
l'individualisme.***

Pour toutes celles et tous ceux qui souffrent tous les jours au travail, pour celles et ceux qui ont été licencié-e-s sans cause réelle et sérieuse, ou faute de reclassement par un DRH et ses valets, qui se gargarisent chaque fois qu'ils font du mal.

Avec ce résultat les salariés viennent de passer un message aux dirigeants d'Issoire : ils n'acceptent plus la gestion actuelle de notre usine. Une gestion faite **de pressions et de répression, d'entretiens préalables à sanctions, de licenciements et du manque de reconnaissance des efforts fournis à longueur d'année.**

Dans la « profession de foi » de notre campagne, nous avons particulièrement pointé les attentes, les craintes, les interrogations et les priorités des salarié-e-s d'Issoire.

Si nous savons que pour les salariés, les primes d'intéressement, la participation, le chèque vacances, les colonies de vacances de qualité et autres sont les bienvenus, nous savons aussi que ça l'est par nécessité.

Nous sommes persuadés qu'ils attendent de nos dirigeants, au 1^{er} Janvier de chaque année, une augmentation du salaire de base qui permette de faire face à l'augmentation du carburant, des factures, de l'alimentation, des assurances, des impôts etc...

Cela n'a pas été le cas en quatre ans sur le dernier mandat, alors que nos résultats ont été exceptionnels. Nos salaires de bases ont augmenté de seulement 10€ par mois.

Les salarié-e-s attendent également que les formations leurs soient payées, non pas au bout de trois ou quatre ans, mais dès qu'elles sont réalisées. Les salarié-e-s sont très favorables à avoir de véritables perspectives de carrières.

C'était le cas avant, ça ne l'est plus aujourd'hui.

Pourtant c'est nécessaire pour la motivation du personnel et la pérennité de notre usine.

Les salarié-e-s sont à la recherche de conditions de travail dignes d'une entreprise comme la nôtre, des conditions de travail qui font que l'on ne vient plus au travail avec un nœud au ventre, avec la peur du lendemain.

Nous vivons aujourd'hui dans une entreprise qui parle, par obligation et non par conviction, de qualité de vie au travail depuis quatre années, alors que l'attente est grande.

Les salarié-e-s s'inquiètent des négociations de la future convention collective, du paiement au poste, de la possible perte des primes (ancienneté, treizième mois, vacances), de la retraite par points, de l'impôt à la source et de toutes les réformes qui détruisent les acquis du personnel.

Et ont raison de le faire : car le patronat français veut tout nous voler.

Si des salarié-e-s nous ont donné la majorité dans cette nouvelle élection, c'est que durant les quatre dernières années nous avons répondu à une grande partie de leurs attentes.

Les salarié-e-s l'ont fait pour condamner la politique de notre direction, du DRH et de tous les RRH de secteurs qui n'ont rien d'humain.

À Constellium, comme partout en France, les salarié-e-s ne sont pas favorables aux réformes car elles vont dans un seul et même sens : prendre aux petits pour engraisser les gros, ce n'est pas acceptable, ni pour nous ni pour les générations à venir.

Ce qui aurait été encore plus inquiétant, c'est un résultat défavorable pour notre organisation syndicale le 11 Octobre dernier.

Aujourd'hui il en est autrement, vous avez fait le choix de nous faire confiance, de faire confiance à notre programme, nous vous en remercions.

Nous respecterons nos engagements sur le mandat à venir.

Sur les œuvres sociales nous maintiendrons l'existant, conformément aux promesses que nous vous avons faites. Nous laisserons des places aux autres OS, y compris des places avec responsabilité comme par exemple la présidence de la commission loisirs vacances (celle du chèque-vacances) pour clore certains faux-débats sur le sujet.

Nous consacrerons beaucoup de temps à vos priorités qui sont le salaire de base, la rémunération des formations, les conditions de travail, la retraite, le reclassement pour inaptitude etc...

Nous nous opposerons fortement au paiement au poste, à la remise en cause des primes, à toute nouvelle réforme (retraites, sécurité sociale et autres) et à tous les mauvais coups de nos dirigeants. Pour faire face à l'inacceptable, à la régression sociale, nous aurons besoin de l'ensemble du personnel durant les quatre prochaines années.